



Chip Somodevilla/Getty Images

La crise soudaine du Groenland s'achève brusquement

- Joel Hilliker
- [22/01/2026](#)

Bonjour !

Aussi soudainement qu'elle a commencé, la crise du Groenland est terminée. Le président Trump a exclu de recourir à la force pour s'en emparer, puis a annulé les droits de douane imposés à l'Europe à ce sujet et a déclaré qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que l'Amérique n'en soit pas propriétaire. Comme l'écrit Axios, « La crise immédiate semble désamorcée d'une manière qui permet à pratiquement toutes les parties de revendiquer une victoire, ou au moins de reprendre leur souffle. » Les actions ont bondi, les rendements obligataires à long terme ont chuté.

Mais quels sont les dommages à long terme subis par l'OTAN ?

À la *Trompette*, nous nous sommes demandé si le 16 janvier n'avait pas sonné le glas de l'alliance transatlantique. Il se peut qu'il en soit ainsi.

Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a défini avec M. Trump « le cadre d'un futur accord », comme l'a dit le président. Les rapports sont contradictoires et les détails sont rares, mais il semble qu'il s'agisse d'un bail foncier permanent pour l'Amérique. M. Trump avait déclaré qu'un tel arrangement était inacceptable, mais son équipe continue de le présenter comme une victoire. Il est possible que ses coups de sabre n'aient été qu'un stratagème pour obtenir des droits miniers, ce qu'il a peut-être réussi à faire.

Pendant ce temps, les dirigeants européens sont encore sous le choc en raison de la menace dont le président Trump a fait preuve la semaine dernière. Comme l'a écrit EuroIntelligence, « ce n'est pas encore une affaire réglée, et cela laisse derrière lui une relation transatlantique anéantie qui aura du mal à se remettre de cet épisode. [...] On n'oubliera pas que Trump a menacé un membre de l'OTAN d'une action militaire. » Ce n'est pas un grand moment pour un homme qui cherche si ardemment à être reconnu comme artisan de la paix.

Jusqu'à présent, les dirigeants européens ont été prudents et ont flatté le président Trump. Dans une certaine mesure, l'affaire du Groenland a révélé le côté dur du président. Les dirigeants européens reconnaissent que les amabilités ne mènent pas loin avec cet homme imprévisible. Une stratégie plus astucieuse et plus rigoureuse est nécessaire, ainsi qu'un plan à long terme de découplage.

Selon EuroIntelligence, une idée qui fait son chemin dans les hautes sphères est celle de « l'OTAN, mais européenne, sans

les Etats-Unis ».

Il s'agit d'un projet ambitieux. Le président Trump pense certainement qu'il a tous les avantages. La dépendance de l'Europe à l'égard de l'Amérique, et en particulier de son armée, est profonde. Tout le monde veut s'en détacher, mais personne ne sait comment.

Cela semble impossible. Mais la prophétie biblique dit que c'est inévitable. Non seulement l'Europe s'éloignera des États-Unis, mais elle se retournera également contre eux dans le cadre d'une trahison choquante. [L'OTAN est perdue](#). Et cette querelle abrupte au sujet du Groenland a peut-être fait plus que révéler son manque de fiabilité, elle a peut-être marqué sa fin.

La Russie prépare ses enfants à la guerre moderne : Les étudiants adolescents de toute la Russie apprendront à assembler et à contrôler des drones dans le cadre d'un nouveau cours obligatoire sur la sécurité nationale, a rapporté mercredi l'agence de presse étatique RIA Novosti. Le cours « Principes fondamentaux de la sécurité et de la défense de la patrie » exige également que les salles de classe soient équipées d'armes factices, notamment des fusils d'assaut AK-47, des pistolets Makarov et des grenades. Le programme comprend des instructions sur l'inscription militaire après l'obtention du diplôme, ainsi que des cours sur les sanctions encourues en cas de non-respect des lois sur la conscription. C'est un autre signe que l'Ukraine n'est que la première salve des [campagnes de Vladimir Poutine, prophétisées par la Bible](#).

Le 17 janvier, l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, a reçu le prix international Charlemagne, en reconnaissance des efforts qu'il a déployés pendant des décennies en faveur de l'unification européenne. Nommé d'après l'empereur franc Charles le Grand, premier souverain à unifier l'Europe occidentale après la chute de l'Empire romain d'Occident, le prix est décerné par un comité de personnes liées à Aix-la-Chapelle, en Allemagne, la capitale de Charlemagne. Le président du comité, Armin Laschet, a fait remarquer que « l'Europe ne doit pas devenir le pion de puissances extérieures face à des crises géopolitiques simultanées. Le prix est une approbation du programme de M. Draghi visant à approfondir l'intégration économique de l'Europe pour mieux rivaliser avec la Chine et les États-Unis.

Les États-Unis veulent officiellement un changement de régime à Cuba : Les États-Unis « sont à la recherche d'initiés du gouvernement cubain qui pourraient les aider à conclure un accord pour chasser le régime communiste d'ici la fin de l'année », a rapporté hier le *Wall Street Journal*, citant des responsables américains de haut rang. Le ciblage du régime du président Miguel Díaz-Canel intervient alors qu'un nombre record de 1 660 Cubains ont été expulsés des États-Unis vers Cuba en 2025, selon un rapport du gouvernement cubain daté du 19 décembre. C'est environ deux fois plus qu'en 2024, et plus que les trois présidents américains précédents réunis. L'élimination d'un gouvernement communiste aux portes de l'Amérique serait une bénédiction temporaire, mais les États-Unis devraient se méfier d'ouvrir la porte à un adversaire encore plus grand.

L'ICE passe à l'action au Maine : Mercredi, le département de la sécurité intérieure a lancé l'opération « Prise du jour » pour faire appliquer les lois sur l'immigration dans le Maine, un État qui compte une importante population somalienne. Selon Reuters, plus de 100 agents fédéraux sont arrivés sur place cette semaine. Suite aux mesures d'application des lois sur l'immigration dans le Minnesota et les révélations d'une fraude somalienne massive dans cet État, cette opération dans le Maine étend le durcissement des règles qui s'est produit sous l'administration Trump à un autre État dirigé par les démocrates, dans le but de stabiliser la crise de l'immigration illégale aux États-Unis.